

LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

Population de l'Essonne

Le département de L'ESSONNE est situé au Sud de Paris, dans la région Ile de France, il est pour partie intégré à l'agglomération parisienne. Sa superficie est de 1804 km². Sa population en 2013, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), est de 1 253 931 habitants, soit 10,5 % de la population de la région.

La densité de population du département de l'ESSONNE est de 703 habitants par km².

Le département connaît une évolution démographie importante. Les projections de populations de l'IAU montrent une évolution de la population de 7% entre 2017 et 2030. Les projections de population montrent également que le nombre de personnes âgées de plus de 75 ans passe de 83 658 en 2014 à 101 200 en 2022 soit une évolution de la part des personnes âgées de plus de 75 ans de 6,6% à 7,7% pour une moyenne régionale qui évolue de 6,6 à 7,3%, donc une évolution supérieure à la part des personnes âgées de plus de 75 ans de l'Ile de France. Le taux de familles monoparentales (2013) dans le département de l'ESSONNE est de 16% inférieur à la moyenne Ile de France (17,6%). La part de la population de nationalité étrangère est de 10,6%, inférieur à la moyenne régionale de 13,2%. Le taux de réussite au brevet, 88,3%, est supérieur à la moyenne régionale, 87,1%.

L'activité économique et les revenus

La région Ile de France est globalement riche par rapport à l'ensemble de la France métropolitaine avec des inégalités territoriales importantes.

La présence du département de l'ESSONNE dans la région capitale, avec ses infrastructures et son histoire, permettent au département de concentrer sur son territoire une diversité et une richesse économique importante. L'agriculture occupe une place importante avec 50% de son territoire ; 80% des exploitants se consacrent à la culture céréalière au sud du département et au maraîchage. Le commerce occupe une place importante avec 15,4% des emplois dans les centres commerciaux. L'industrie est le 3^{ème} pilier économique historique du département.

Le département se singularise par des activités tournées prioritairement vers la haute technologie, grâce à la présence de plusieurs universités et grandes écoles. avec de nombreuses activités, par exemple dans la « Vallée de la Science sur le plateau de SACLAY ». La recherche scientifique a pris une importance majeure dans l'économie départementale avec de nombreux centres de recherche, l'existence de pôles de compétitivité avec par exemple autour de l'Université d'Evry Val d'Essonne.

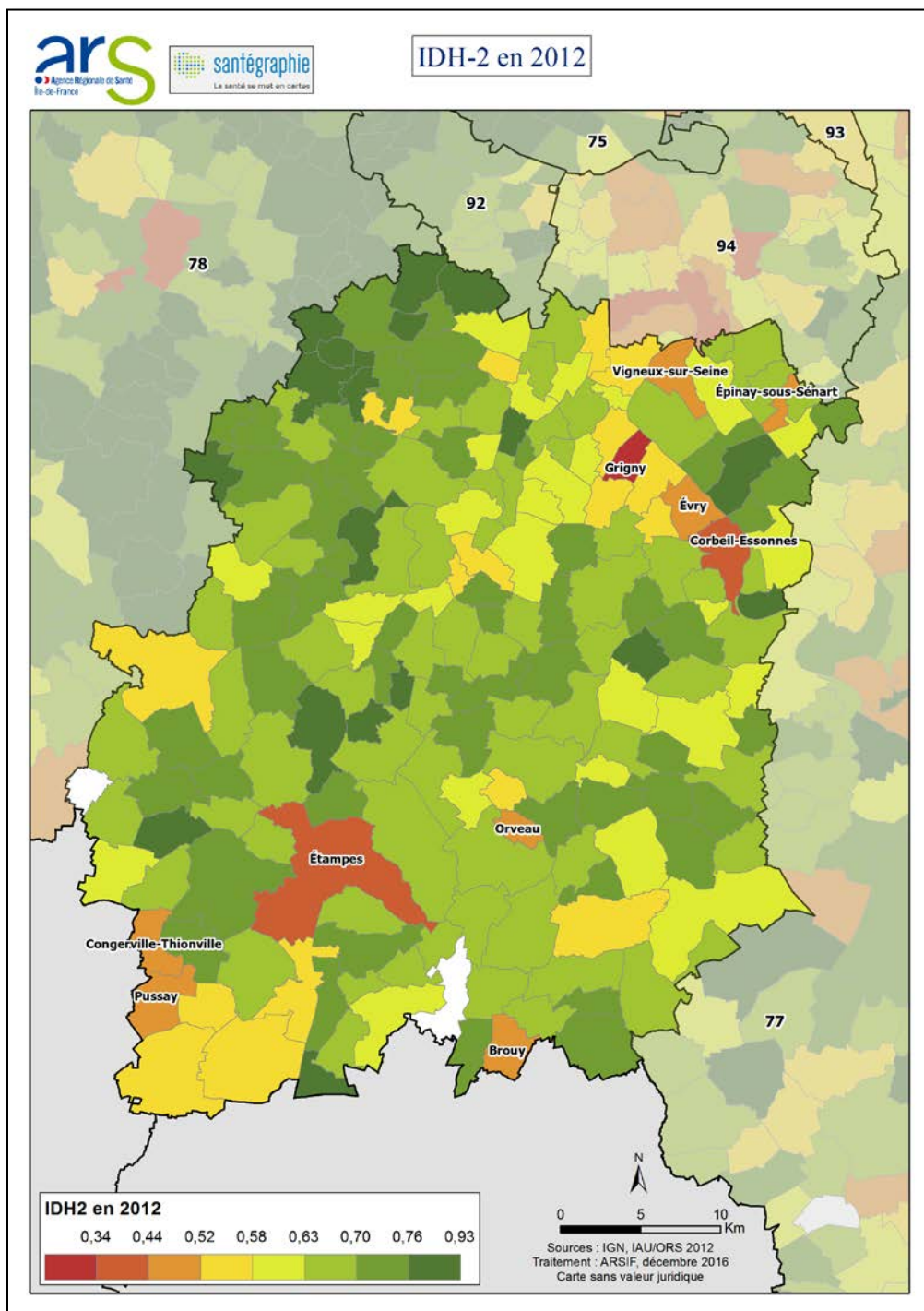
En matière de revenus, le niveau de vie médian par Unité de Consommation en 2013 est de 22 819€ dans le département de l'ESSONNE, inférieure à la moyenne de l'Ile de France avec un montant de 22 379€.

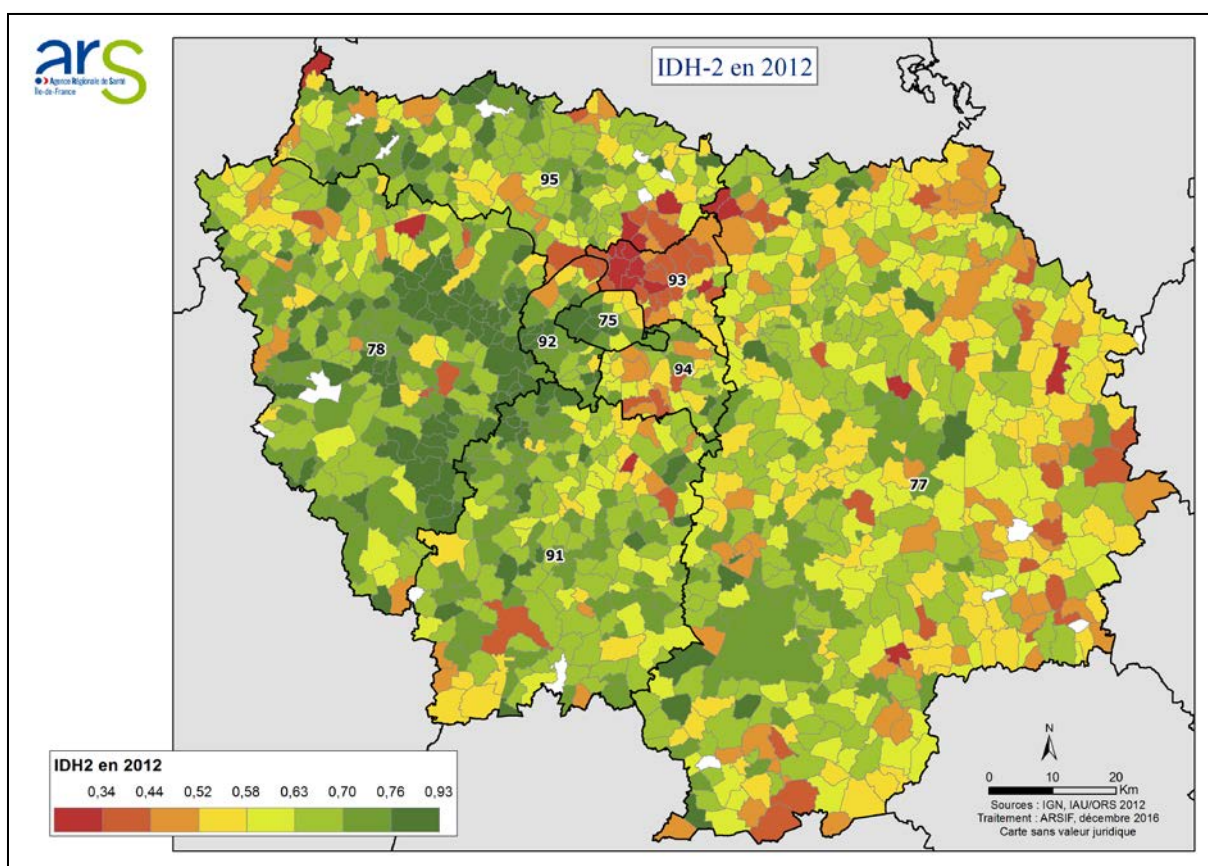
La part des allocataires du RSA est supérieure à la moyenne régionale 2,53% contre 3,34%, données 2013.

En 2010, la part des bénéficiaires de la CMUC est de 4,22%, légèrement inférieur à la moyenne de l'Île de France, 5,39%. Il faut noter la tendance à une augmentation ; en 2015 6,12% pour le département et 7,22 pour la région. Les bénéficiaires de l'AME représentent 0,38% de la population en 2016, pour une moyenne régionale de 0,40%.

Le taux de pauvreté est inférieur à la moyenne régionale, 12,3% pour le département et 15,4% pour la région, données 2013

Les inégalités sociales et territoriales de santé déterminent des inégalités territoriales majeures. L'IDH2 combinant plusieurs variables (santé, éducation, revenu médian) s'élève à 0,59 pour le département contre 0,57 pour la région.





Les risques sanitaires et environnementaux

La région est contrastée avec des problématiques locales spécifiques. L'urbanisation dense de la région Ile de France se traduit par des impacts sur la pollution atmosphérique, des épisodes de canicule et du bruit. Les franciliens se trouvent exposés à la pollution de l'air extérieur, et à des phénomènes de chaleurs qui, associés à de l'isolement social peuvent se traduire par une surmortalité liée à la canicule.

Avec un habitat ancien dégradé, des défauts d'humidité et d'isolation sont fréquents. Des taux de sur-occupation des logements sont très supérieurs à la moyenne nationale, ils se traduisent par des pathologies en liens avec l'insalubrité (saturnisme, tuberculose, intoxication au CO et pathologies respiratoires). Les conditions de logement sont des facteurs d'aggravations des inégalités territoriales de santé.

Plusieurs données peuvent illustrer la situation du département de l'Essonne :

- Sur le logement potentiellement insalubre, l'Ile de France montre un nombre de 177 445 logements potentiellement insalubres, dont 5 415 pour le département de l'Essonne. Le nombre de logements ayant fait l'objet d'une procédure est de 2 240 en Ile de France et de 240 pour le département de l'Essonne.
- Sur les cas de saturnisme : pour l'année 2011, sont réalisés en Ile de France 2176 plombémie de primo dépistage, dont 29 dans le département de l'Essonne.,
- Sur les cas d'intoxication au CO, nous recensons en 2015, 157 cas en Ile de France, 13 cas pour le département de l'Essonne.

- Sur les cas de légionellose, le nombre de cas déclarés en 2015 est de 202 pour la région Ile de France, il est de 18 pour le département de l'Essonne.
- Sur les cas de tuberculose, le taux est de 14,7 pour 100 000 habitants en Ile de France en 2012, 11,6 pour 100 000 habitants pour le département de l'Essonne. Les taux les plus élevés se situent en Seine Denis 26,8 et Paris 19 pour 100 000 habitants. Au plan régional, le taux évolue à la hausse, en 2014 il est de 14,9 pour 100 000 habitants, ce taux est stable, à 11,6, pour le département de l'Essonne. Les taux augmentent dans le département de la Seine Saint Denis et des Hauts de Seine Val de Marne et les Yvelines.

L'Ile de France se caractérise par un passé industriel et une périphérie agricole qui se traduisent soit par un impact sur les sols pollués, soit par la pollution des ressources en eau potable par des pesticides et des nitrates. Le département de l'Essonne présente les caractéristiques suivantes :

- Sur la pollution des sols : sur 486 sites recensés en Ile de France appelant une action des pouvoirs publics, 70 sites sont recensés dans le département de l'Essonne, soit 14%.
- Sur l'eau de consommation, globalement l'eau distribuée en Ile de France est de bonne qualité au prix de lourds traitements avec un enjeu fort sur la protection des captages ; les risques sanitaires sont liés soit à la contamination microbienne, soit à la toxicité liée aux pesticides, le département de l'Essonne ne présente pas de non-conformité.

Etat de santé,

L'Ile de France présente dans sa globalité de bons indicateurs socio-sanitaires, avec une mortalité générale et prématurée les plus faibles de France.

Chez les franciliens, les principales causes de décès sont dans l'ordre les tumeurs, 34% des décès, 21% des décès pour les maladies de l'appareil circulatoires et 6% des décès pour les maladies respiratoires. Les symptômes signes et états morbides mal définis 12% des décès.

Chez les franciliennes, les principales causes de décès sont dans l'ordre les tumeurs (28% des décès), 23% des décès pour les maladies de l'appareil circulatoires et 6% des décès pour les maladies respiratoires. Les symptômes signes et états morbides mal définis représentent 12% des décès.

Quatre départements présentent une surmortalité significative par rapport au niveau de l'Ile de France, la Seine et Marne, l'Essonne, la Seine Saint Denis et le Val d'Oise. Le département qui présente le plus fort niveau de mortalité de la région est le département de la Seine et Marne.

Dans le département de l'Essonne, l'espérance de vie à la naissance pour les hommes est de 80,8 elle est identique à la moyenne régionale 80,8. Pour les femmes, l'espérance de vie à la naissance est légèrement supérieure à la moyenne régionale soit 86,2 ; l'espérance de vie à la naissance est de 85,9 pour la région.

La mortalité générale représentée par le taux standardisé pour 1000 habitants pour les 65 ans et plus est de 33,6 pour le département de l'Essonne et de 32,9 pour la région, données 2014.

Concernant la mortalité par tumeurs, première cause de mortalité en Ile de France chez l'homme, comme chez la femme, représente dans la région 21 000 décès par an, dont un tiers survient avant 65 ans, 14 500 pour les hommes et 6 500 pour les femmes (source ORS). Les localisations impliquées le plus fréquemment sont le cancer du poumon, le cancer de sein, le cancer de la prostate et le cancer colorectal. Les évolutions nationales 2005-2012 montrent une diminution de la mortalité par cancers, sauf pour le pancréas chez l'homme et pour le poumon chez la femme.

La mortalité tous cancers a décliné de façon générale entre 1980 et 2012, passant de 450 à 280 pour les hommes pour 100 000 et 200 à 160 pour les femmes pour 100 000. Le taux chez les hommes franciliens dépassaient celui de France métropolitaine jusqu'en 1988, il est inférieur depuis. Les taux de Seine Saint Denis sont les plus élevés sur l'ensemble de la période, ils sont rejoints par ceux de la Seine et Marne et du Val d'Oise en fin de période.

Le taux standardisé de mortalité par cancer du poumon est passé de 100 pour 100 000 chez l'homme à la fin des années 1980 à 70 pour 100 000 en 2012. Le taux chez les femmes est passé sur cette même période de 15 à 25 pour 100 000 en restant constamment supérieur au taux de France métropolitaine.

Concernant la mortalité par maladie de l'appareil circulatoire, la région présente le taux standardisé de mortalité par maladie de l'appareil circulatoire le plus bas de France métropolitaine. Toutefois, on observe de fortes inégalités départementales au sein de l'Ile de France en regardant les taux standardisés de mortalité par maladie de l'appareil circulatoire. Trois départements présentent une sous mortalité significative par rapport au niveau régional : Paris, les Hauts de Seine et le Val de Marne. Cinq départements présentent une surmortalité significative par rapport au niveau régional, la Seine et Marne, les Yvelines, la Seine Saint Denis, le Val d'Oise et l'Essonne.

La tendance est identique pour la mortalité par cardiopathie ischémique, deux départements présentent une sous mortalité significative par rapport au niveau régional, Paris et Hauts de Seine ; quatre départements présentent (Seine et Marne, Yvelines, Essonne, Val d'Oise) une sur mortalité.

Concernant la mortalité par maladie de l'appareil respiratoire, on observe une surmortalité significative par rapport au niveau régional dans 3 départements, Seine et Marne, Seine Saint Denis, et Val d'Oise et une sous mortalité à Paris et dans les Hauts de Seine. Pour les autres départements, dont l'Essonne, la mortalité par maladie de l'appareil respiratoire est comparable à celle d'Ile de France.

La mortalité infantile, données 2014, est de 3,5 pour 1000 pour le département de l'Essonne, identique à la moyenne régionale ; et la mortalité néonatale est de 2,4 pour 1000 pour le département de l'Essonne identique à la moyenne régionale. L'Ile de France présente des taux supérieurs à la moyenne nationale.

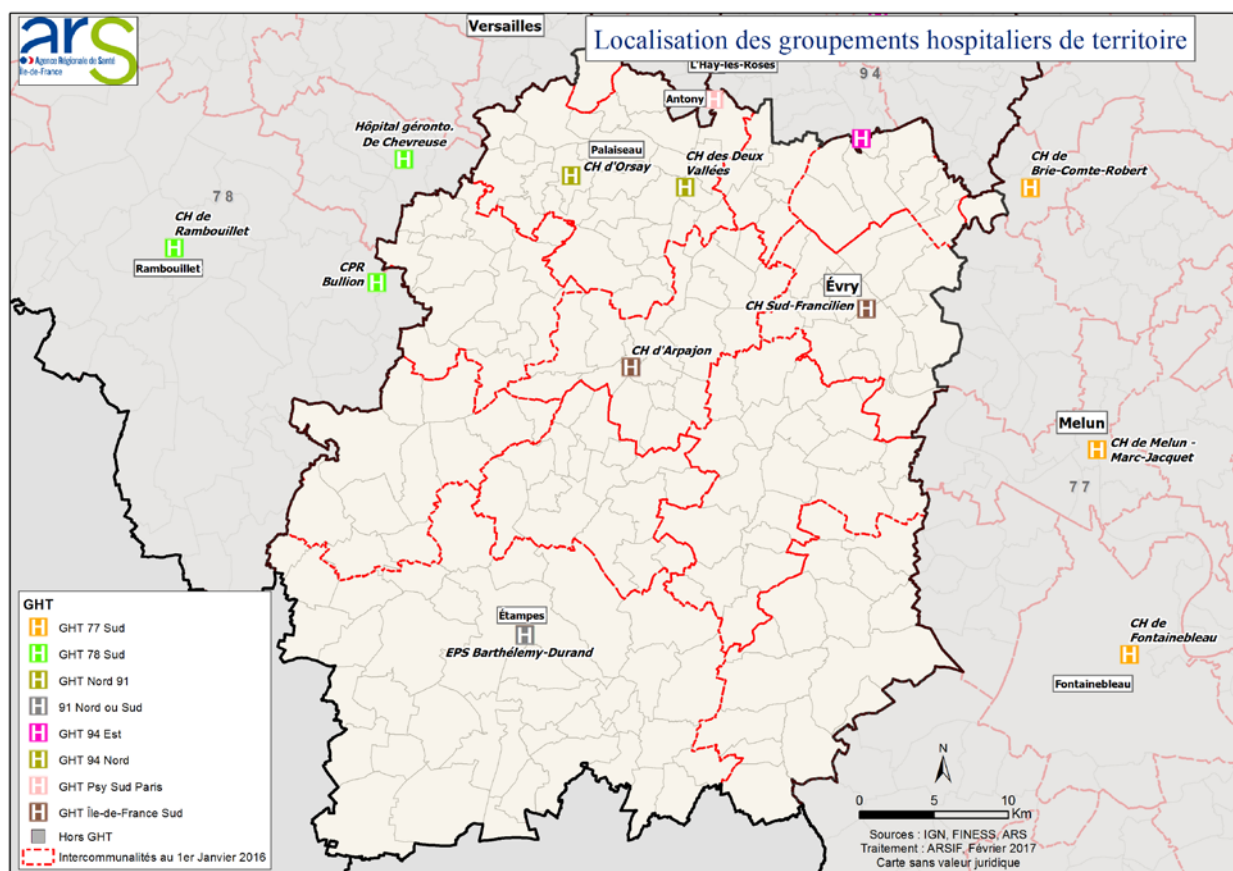
Concernant l'enfance et l'adolescence, données de l'ORS 2014, la prévalence de l'obésité et celles du surpoids en Ile de France sont comparables à celles du reste de la France. Pour ce qui est de l'excès de poids déclarés par les jeunes de plus de 17 ans lors de l'enquête 2014 pendant les journées Défense et citoyenneté, des prévalences inférieures à la moyenne régionale sont observées dans le

centre et l'ouest de la région, pour les départements des Yvelines, des Hauts de Seine et de Paris. Dans l'Est de la région, les prévalences sont significativement supérieures à la moyenne régionale en Seine Saint Denis, et dans le Val de Marne.

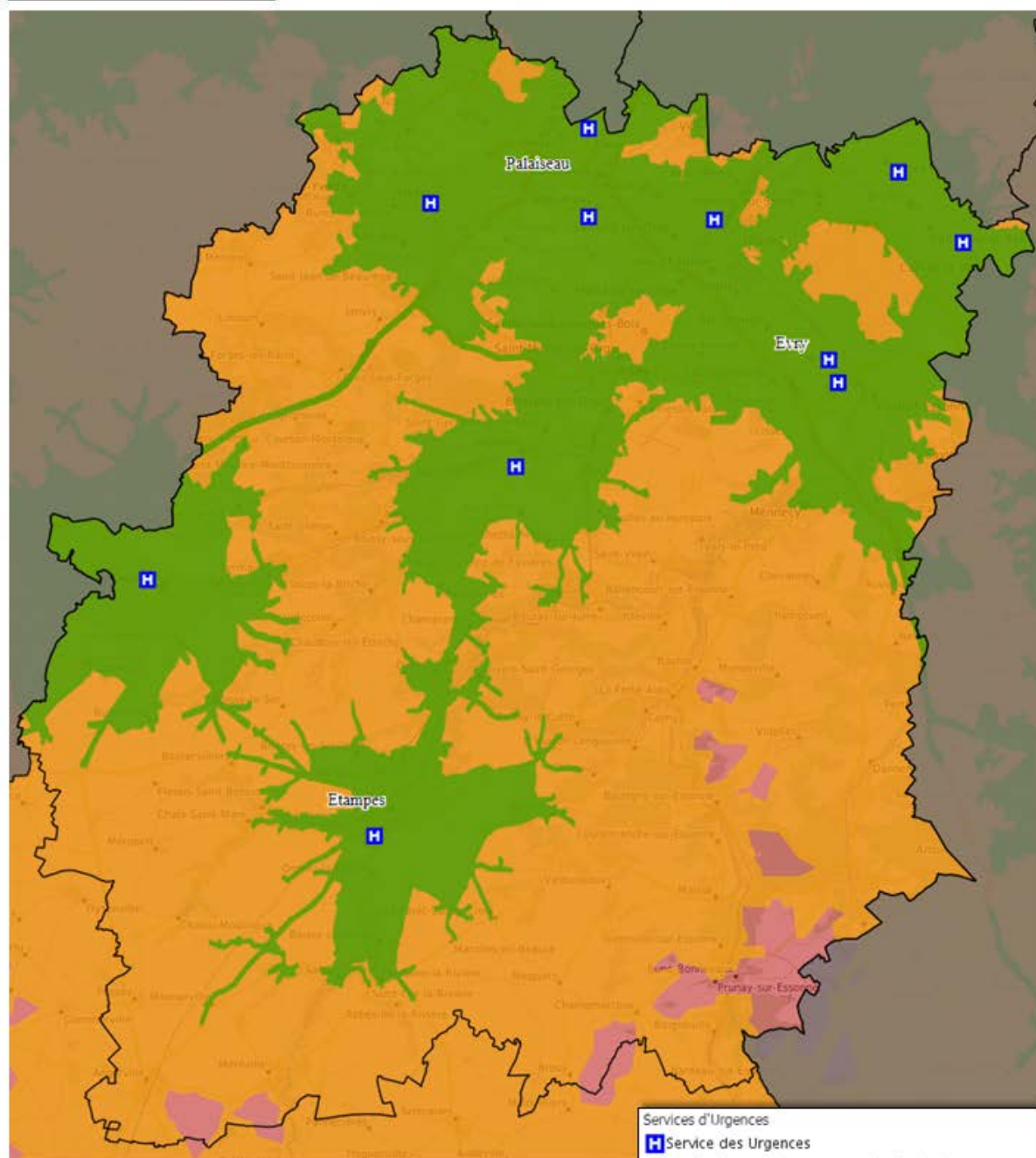
Concernant les personnes âgées, données ORS sur la période 2012-2014, 10 484 nouvelles admissions en ALD 15 ont été enregistrées en moyenne chaque année pour la région Ile de France, le taux standardisé par rapport la population France entière 2006, s'élève à 104,8 pour 100 000 habitants. La situation est contrastée en Ile de France. Au niveau régional, le taux standardisés de nouvelles admissions en ALD15 qui correspond à la maladie D'Alzheimer et autres démences est plus élevé chez les femmes 112,3 pour 100 000 que chez les hommes 90 pour 100 000. Il est supérieur par rapport à la France métropolitaine pour les hommes. Les départements de la Seine et Marne, l'Essonne, et le Val de Marne affichent des taux standardisés de nouvelles admissions supérieurs à celui de l'Ile de France.

Sur situations de handicap, en Ile de France, données ORS, au 31 décembre 2014, 44 437 enfants de moins de 20 ans étaient bénéficiaires de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) soit un taux de 14,4 pour 1000 habitants, avec un taux inférieur à la moyenne régionale, 12,8 pour le département de l'Essonne.

En Ile de France, au 31 décembre 2014, 130 449 personnes étaient bénéficiaires de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH), soit un taux régional de 19,8 personnes pour 1000 habitants de 20 à 59 ans, ce taux varie de 16,2 pour 1000 habitants de 20 à 59 ans dans les Yvelines à 24,9 pour 1000 en Seine Saint Denis. Le département de l'Essonne présente un taux de 20, supérieur à la moyenne régionale.



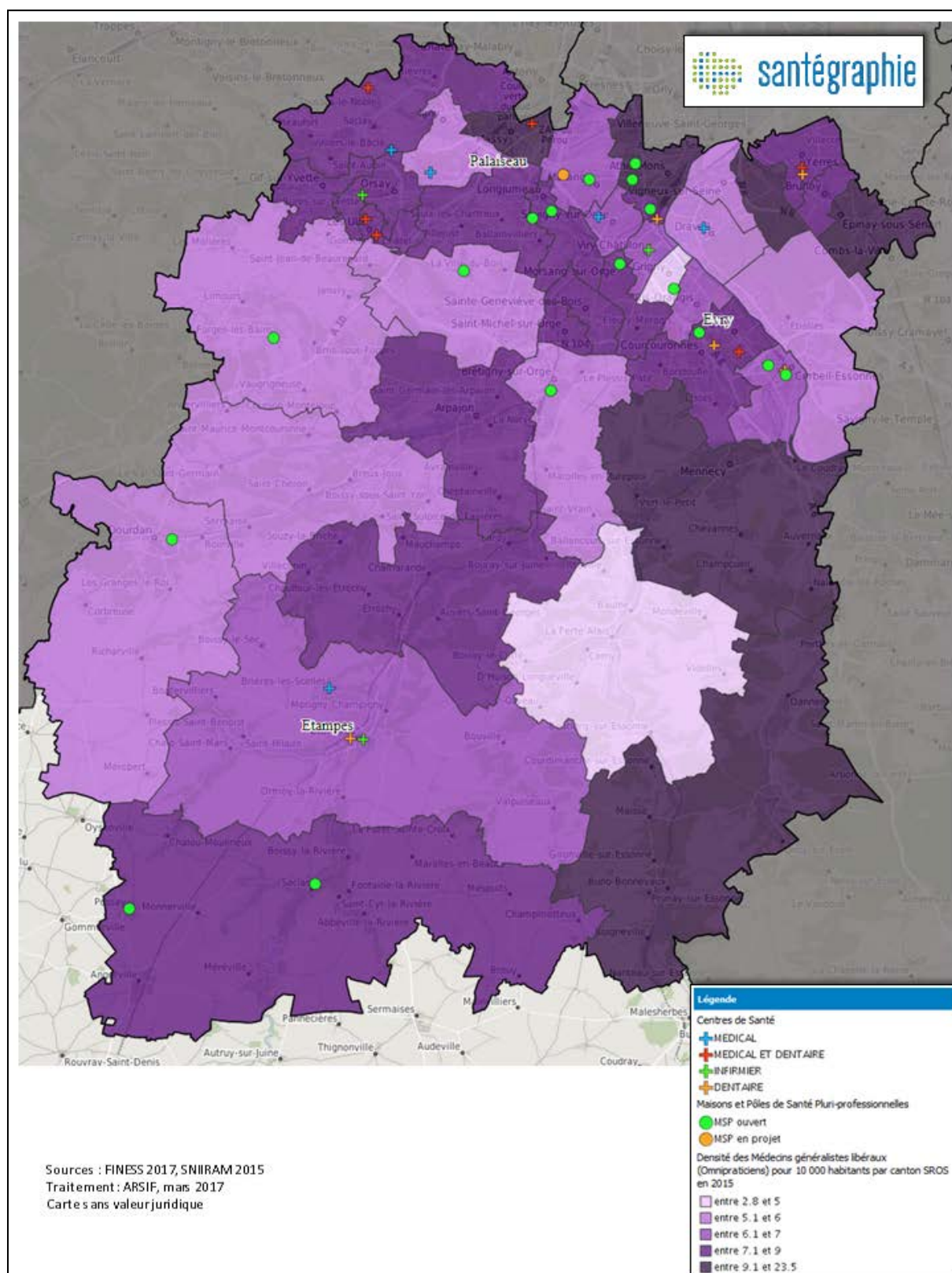
Temps d'accès aux urgences



Source : FINESS 2017
Traitement : ARSIF, mars 2017
Cartes sans valeur juridique

Services d'Urgences
H Service des Urgences
Temps d'accès aux Urgences en moins de 15 min
■ Temps d'accès aux urgences en moins de 15 minutes
■ Temps d'accès aux Urgences en moins de 30 min
■ Temps d'accès aux urgences en moins de 30 minutes
■ Temps d'accès aux Urgences en moins de 45 min
■ Temps d'accès aux urgences en moins de 45 minutes

Carte ambulatoire



Les professionnels de santé sont inégalement répartis sur le territoire francilien, avec une polarisation de l'offre entre autre sur Paris et la petite couronne qui oriente les comportements de recours aux soins de façon très différente en Ile de France. On note une concentration des médecins

spécialistes libéraux à Paris et dans les Hauts de Seine, et une faible attractivité des établissements de santé de la petite couronne.

En termes d'accès aux soins non programmé, l'une des préoccupations majeures est l'engorgement des services d'urgences.

Pour le département de l'Essonne, en janvier 2014 la médecine de ville présente une densité pour 10 000 habitants inférieure à la moyenne régionale pour les médecins généralistes, les pédiatres, les gynécologues, les ophtalmologistes, les psychiatres, les dentistes, les kinésithérapeutes, les sages-femmes et les pharmacies, mais une densité supérieure à la moyenne régionale pour les infirmiers.

Pour le court séjour, les GHT représentent une opportunité conjoncturelle pour la réorganisation de l'offre médicale sur les territoires, l'objectif est d'assurer un égal accès à des soins sécurisés et de qualité pour les patients du territoire de chaque groupement, grâce à des stratégies de groupe associant tous les acteurs. Le dispositif vise à mettre en place une graduation des soins hospitaliers et développer des stratégies médicales et soignantes du territoire, et d'élaborer un projet médical partagé qui porte sur les activités et organise une offre de soins de proximité et de recours favorisant l'organisation d'un parcours des usagers.

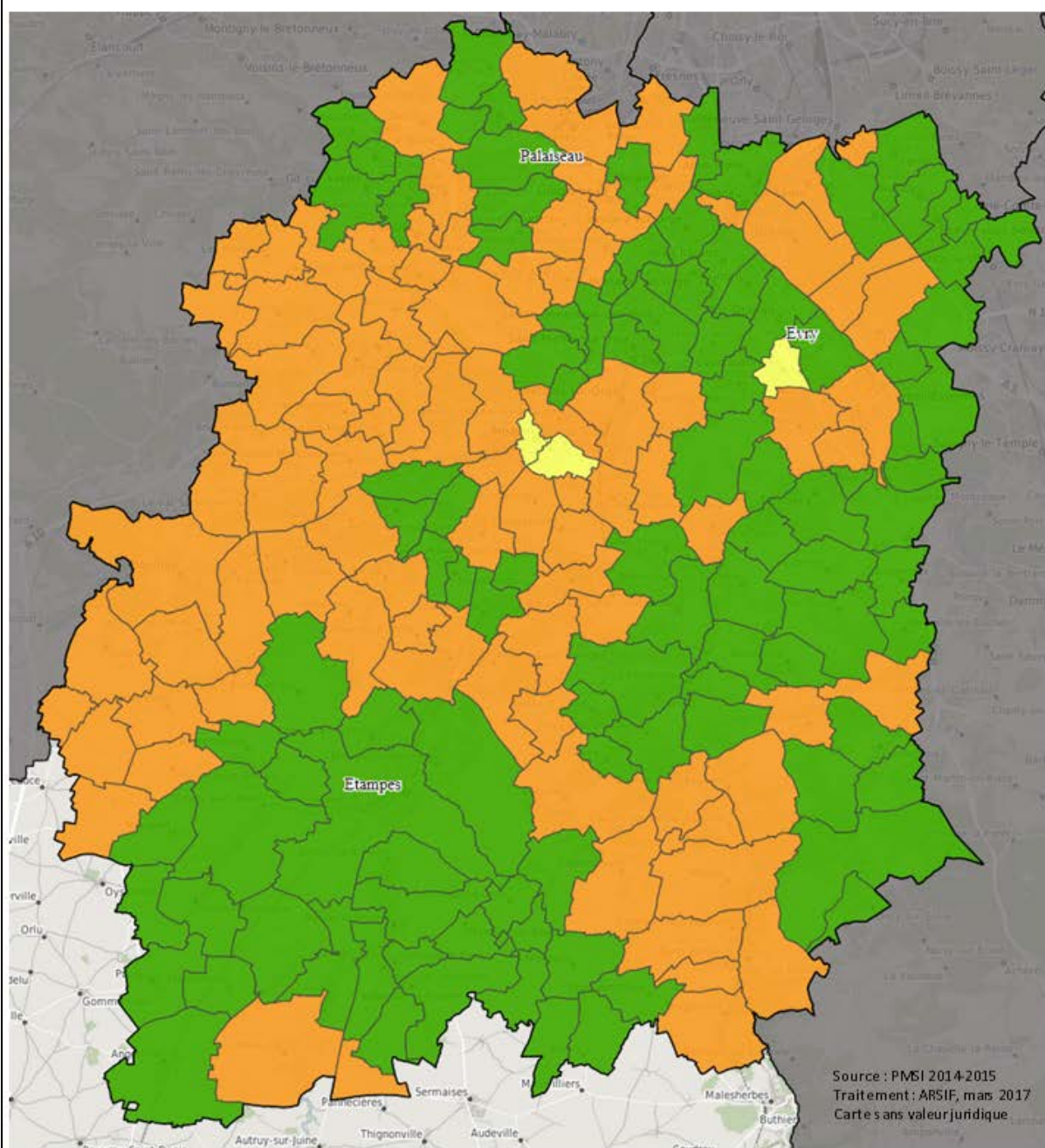
Pour le court séjour MCO du département de l'Essonne, le taux de fuite est de 39%, le plus faible est à Paris il s'élève à 19,9%. En chirurgie, le taux de fuite de 42,8%, pour le département contre 22,7 pour Paris, En obstétrique, le taux de fuite est de 28,2, il est de 12,2% à Paris. En médecine, le taux de fuite est de 38,4% pour le département, il est de 19,4 % à Paris.

Les enjeux majeurs portent sur la coordination et l'organisation des flux.

Le département de l'Essonne présente un taux d'équipement en scanners et IRM inférieur à celui de la région ; pour les scanners 1,44 scanners pour 100 000 habitants, et 1,92 pour la région. Le taux d'équipement pour les IRM est inférieur à celui de la région 1,28 IRM pour 100 000 habitants et 1,83 pour la région.

Concernant le SSR, l'évolution est marquée par la mise en place d'alternative à l'hospitalisation complète en développant l'hospitalisation de jour et de nuit. L'hospitalisation à domicile et la création d'équipes mobiles de SSR complètent le dispositif. Le nombre de SSR d'hospitalisation complète reste stable à 198 unités sur la région, contre 196 en 2012. Le taux de recours standardisé 2015 en hospitalisation complète, en journées pour 1000 habitants est de 663 contre 626 pour l'Ile de France et de 70 pour l'hospitalisation partiel contre 57 pour l'Ile de France. Parallèlement, le développement de l'HAD en SSR s'est développé grâce à un système d'autorisation d'HAD polyvalentes. Dans l'Essonne, le taux de recours standardisé 2015 en journées pour 1000 habitants est de 78 contre 88 en Ile de France.

L'offre de soins est complétée pour le département de l'Essonne par 21 centres de santé pour un total de 393 en Ile de France et 57 centres de PMI pour 418 en Ile de France.



HAD : Evolution des taux de recours tous opérateurs
 (2014-2015)

- Augmentation (> 0,5)
- Stabilisation (-0,5 ; 0,5)
- Diminution (< 0,5)

Les GHT ont vocation à s'ouvrir à leur environnement et à intégrer le développement de nouveaux modes de prises en charge, médecine et chirurgie ambulatoire télémédecine, HAD. Le département présente 2 GHT, 15 ont été mis en place dans la région.

Dans le domaine du médico-social, l'agence a engagé des actions conduisant à la réduction du sous équipement de l'Ile de France par rapporte au niveau national. Au cours du PRS1, l'agence a contribué à ouvrir 13 400 places dont 4 000 dans le champ du handicap et 9 400 pour les personnes âgées. L'offre médico-sociale du département de l'Essonne est contrastée, les taux d'équipement sont supérieurs aux taux d'équipement de la région, pour les ESAT, les MAS, les SAVS, les foyers de vie mais il est inférieur, pour les foyers d'hébergement et les FAM et les SAMSAH. Pour les enfants, pour les SESSAD, le taux d'équipement est supérieur à la moyenne régionale (2,44 pour l'Essonne contre 2,42 pour la région). Pour les établissements accueillant des enfants et des adolescents polyhandicapés, le taux d'équipement de l'Essonne est de 0,53 lits et places pour 1000 jeunes de moins de 20 ans contre 0,33 pour la moyenne régionale. Pour les ITEP, le taux d'équipement du département de l'Essonne est de 0,92 supérieur aux taux d'équipement de la région qui est de 0,37.

Le département De l'Essonne dispose également de 18 CMPP et de 4 CAMPS.

Dans le domaine de la prévention et pour illustrer une parties des actions conduites , notamment pour ce qui concerne l'éducation thérapeutique du patient, la région Ile de France compte en 2015, 692 programmes d'éducation thérapeutique du patient, ces programmes autorisés sont à 80% hospitaliers et 20% en ambulatoire. Cet état des lieux met en évidence une concentration des programmes au centre de la région, avec 66% des programmes dispensés à Paris et dans les communes voisines de Paris dans les départements de la petite couronne. A contrario, 34% sont dans les autres départements, avec des zones non couvertes, le sud des Yvelines et de l'Essonne, le Nord-ouest du Val d'Oise ainsi que l'est et le sud de la Seine et Marne.

Concernant le VIH, le taux de découverte des séropositivités par million d'habitants est de

- En 2013, 223 en Ile de France, 154 pour le département de l'Essonne
- En 2015, 208 en Ile de France, 119 dans le département de l'Essonne.

CONCLUSION : les pistes de travail proposées par La DD

Lien vers Santégraphie :

[Carte interactive MSP/Centres de Santé et omnipraticiens libéraux](#)

[Carte interactive PMI](#)

[Taux de recours HAD](#)